

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Économie : l'urgence des programmes pour accélérer la croissance

I. M'B.  
Libreville/Gabon

"En 2020, la marche vers l'avant de notre pays a été ralentie comme partout ailleurs. L'heure est venue de redémarrer, de se relancer. De se relancer et d'accélérer. D'accélérer pour renforcer notre économie, notre système social, notre système de santé et d'éducation. D'améliorer vos conditions de vie au quotidien", déclarait le président de la République, Ali Bongo Ondimba, le 31 décembre 2020, lors de son adresse à la Nation.

Aussi avait-il décliné une politique, celle de la diversification, et cité les secteurs porteurs de croissance : le bois, l'industrie, l'agriculture, le tourisme et les services. Si l'orientation économique est ainsi donnée, il revient

au gouvernement de fixer les objectifs : taux de croissance global à atteindre, taux de croissance pour les filières citées ci-dessus, création de 10 000 emplois l'an, etc. Mais, se pose la question de la cohérence des politiques entre départements ministériels. Surtout la manière de travailler en synergie de sorte que les décisions prises par le ministère de l'Intérieur et celui de la Santé tiennent compte de la nécessité des autres départements ministériels (bois, industrie, agriculture, tourisme et services) de réaliser les autres objectifs fixés par le chef de l'État. Autrement dit, quelle marge de manœuvre, quelle flexibilité le pool lutte contre le Covid-19 accorde aux départements productifs de l'économie, étant donné qu'un reconfinement est envisagé. En effet, le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang-Ndong, l'a



Photo: Jean Madoumal/L'Union

**La filière bois, l'un des pans de l'économie touchés, qu'il va falloir booster.**

déclaré le 12 janvier 2021, " la survenue d'une nouvelle flambée épidémique obligera le gouvernement à un reconfinement". Or, le premier confinement a laissé des séquelles sur l'économie : production au ralenti, fermeture des entreprises, mise en chômage de centaines de Gabonais, tissu

économique de proximité (hôtellerie, bars, restaurants, services) à l'arrêt, recettes fiscales en repli. Dans son rapport Impact du Covid-19, le Pnud prévoit une augmentation de la pauvreté de 3,6 points en 2020 au Gabon et le solde budgétaire se détériorerait à - 4,4 % du PIB en moyenne an-

nuelle sur la période 2020-2025. Une cohérence des actions s'impose : veiller à la santé des Gabonais, tout en évitant que la dégradation de la situation économique n'entraîne d'autres problèmes (famine, malnutrition, troubles psychologiques, stress, etc.).

### BTP: les chefs d'entreprises à l'école de la gestion de leur business

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/GABON

Du 12 au 21 janvier 2021, 60 responsables des Petites et moyennes entreprises (PME) du secteur du Bâtiment et travaux publics (BTP) seront formés au programme Germe (Gérez au mieux votre entreprise) de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il s'agit de structurer la compétitivité des PME et du BTP au cours de cette session répartie sur les sites de l'Agence nationale de promotion des investissements (Anpi) et de la Chambre de commerce. Les modules de formation varient entre les techniques de gestion de chantier, des fournisseurs ou encore la planification financière, le calcul de la productivité du personnel, et intègrent même un regard sur comment impliquer les membres de sa famille dans la gestion et l'organisation de son entreprise. Financée par la Banque mondiale dans le cadre du Projet de développement des

infrastructures locales dans sa phase 2 (PdI2), cette formation entend outiller les entrepreneurs pour faciliter leur accès aux appels d'offres publics.

"Tout est parti d'un questionnaire sur les difficultés auxquelles étaient confrontés les acteurs du secteur lors de la commande publique", indique Danielle Cibelle Biwaou, directrice générale de la Chambre de commerce. Sur la base des réponses collectées, la Banque mondiale et l'État gabonais ont décidé de mettre en place cette formation. L'objectif étant de donner à ces acteurs du tissu économique des outils pour se déployer au niveau national et, surtout, au-delà des frontières. Les participants à cette formation labellisée recevront à la fin du stage, un certificat, et un kit pour poursuivre leur formation en interne. À terme, ils constitueront une sorte d'échantillon qui devrait échanger avec d'autres opérateurs.

### La Transgabonaise : les impacts environnementaux évalués par la SAG

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

La Société autoroutière du Gabon (SAG) vient de présenter les mesures d'atténuation et de bonification des impacts des travaux figurant dans le Plan de gestion environnemental et social (PGES) du projet de réhabilitation et d'exploitation de la Transgabonaise sur le tronçon PK 24-PK 50 de l'étape 1. C'était au cours de consultations organisées à Ntounm. En présence des représentants de la DGEPN, des TP, de l'Urbanisme, du Haut-Commissariat à l'environnement et au cadre de vie, et des autorités préfectorales et municipales. Les travaux de construction du tronçon allant du PK 24-PK 50.1 devraient être réalisés par la société AFCONS, sélectionnée suite à un appel d'offres. Ils incluent la reprise de certains carrefours, la rénovation de la voirie et du système de drainage des eaux pluviales avec dédoublement des voies entre le PK 24 et le PK 40.2 et le réaménagement du tron-



Photo: DRI/L'Union

**Le volet environnemental constituait un pan important pour la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda.**

çon PK 40.2 - PK 50.1 dans son emprise actuelle. Aussi, la SAG assure-t-elle mener à bien ce projet et souligne que l'attribution du contrat pour le tronçon PK 24 - PK 105 a été faite, incluant un calendrier d'exécution. L'équipement est arrivé sur la base d'AFCONS et les travaux devraient démarrer au 1er trimestre 2021 sur la zone PK 50-PK 105. Ils le seront pour la zone PK 24-PK 50 au courant du 3e trimestre.

S'agissant des personnes touchées et leurs droits et devoirs dans le cadre de ce projet d'utilité publique, des études sont en cours pour un plan d'action de réins-

tallation. Les enquêtes et travaux auront lieu sur le terrain avec les concernées, les autorités traditionnelles et administratives. Un mécanisme de gestion de plaintes sera même instauré et les riverains seront sensibilisés à ce propos. Pour le directeur en charge de la gouvernance environnementale et sociale de la SAG, Vincent Bachofner, " les consultations publiques de l'EIE sont une étape clé du processus de consultation des parties prenantes. Ce n'est pas une finalité mais la continuité d'un processus participatif qui se déroule tout au long de la vie du projet. "